



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

SUPPLÉMENT À C.P.S. Nouvelle série N°64 (N°146) –1,50 €

14 mai 2017

**GROUPE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE  
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE**

## Après l'élection présidentielle, un premier bilan politique

### Une défaite politique majeure du prolétariat et de la jeunesse

Le résultat du second tour de l'élection présidentielle confirme le résultat du premier tour. Macron le candidat des banquiers, l'a emporté avec 20,754 millions de voix (43,63 % des inscrits, 66,1 % des exprimés). Le Pen, candidate du parti xénophobe ultraréactionnaire a obtenu 10,644 millions de voix (22,38% des inscrits, 33,9 % des exprimés). Au second tour, le prolétariat a été exclu de la possibilité d'exprimer un vote de classe.

Déjà au premier tour, les partis et organisations bourgeois (Le Pen, Fillon, Macron, Dupont-Aignan, Cheminade, Asselineau) avaient obtenu plus de 70 % des exprimés (près de 55 % des inscrits). Les partis et organisations que l'on peut considérer comme issus du mouvement ouvrier (PS, et secondairement LO, NPA) n'obtenaient que 8 % des exprimés (6,1 % des inscrits). Le candidat du Parti socialiste, Hamon, perdait près de 8 millions de voix par rapport au candidat Hollande en 2012. Incontestablement, une grande partie de l'électorat PS s'est dispersée sur les candidats bourgeois, en particulier Macron. Une fraction significative s'est reportée sur le candidat de la France insoumise, Mélenchon, qui obtient 19,58 % des exprimés (14,8% des inscrits).

Mais le vote pour Mélenchon ne compensait en rien la défaite électorale. Il était le candidat de la « mère patrie », candidat pour la destruction des partis issus du mouvement ouvrier, dont le modèle est Podemos en Espagne. Sous couvert d'une vague promesse de « réformer les institutions », il s'agissait en réalité d'une candidature ultrabonapartiste, « au-dessus des partis » mais aussi des classes, subordonnant les masses

au bon vouloir d'un « sauveur suprême », les renvoyant ainsi loin en arrière du point de vue de leur conscience et de leur indépendance politiques.

La retentissante défaite politique du prolétariat du premier tour a été aggravée au second. Le niveau record pour une élection présidentielle de l'abstention et des votes nuls et blancs (34 % des inscrits, dont 25,44 % d'abstentions, et 11,47 % de votes blancs et nuls) ne minimise en rien l'ampleur de la défaite. Une fraction du prolétariat et de la jeunesse, bien que sans aucune perspective politique et livrée à elle-même, a refusé de se soumettre au front républicain. S'il apparaît que ce niveau a été sensiblement supérieur à celui constaté nationalement au premier comme au second tours dans les circonscriptions populaires, selon les sondages, il comprendrait au second tour 41 % des électeurs du premier tour de Mélenchon, 25 % de ceux de Hamon mais aussi 35 % et 37 % de ceux de Fillon et de Dupont-Aignan. Ce sont, de ce point de vue, les eaux mêlées.

Les élections, à moins de se dérouler dans un pays où le régime politique de domination de classe de la bourgeoisie est de nature totalitaire, donnent une image des rapports politiques, des rapports entre les classes dans le pays où elles ont lieu. Elles sont un des résultats de la lutte des classes et un facteur plus ou moins important de son développement. Le résultat de l'élection présidentielle est une expression de l'immense désarroi, voire la grande misère, politique du prolétariat et de la jeunesse.

### Les responsables de la défaite

En 2012, sans aucune illusion, le prolétariat a élu Hollande, candidat du PS, pour chasser Sarkozy. Par la suite, aux élections législatives, une majorité de députés du PS et du PCF (pour ce dernier sous l'étiquette Front

de gauche) a été élue pour en finir avec la majorité UMP/UDI à l'Assemblée nationale. Pendant cinq ans, les gouvernements sous la direction de Hollande, gouvernements d'alliance avec des partis et

organisations bourgeois (PRG, EELV), ont mené une politique au compte de la bourgeoisie, amplifiant celle engagée sous le quinquennat précédent de Sarkozy. Pendant cinq ans, le PS et le PCF à l'Assemblée nationale ont en permanence capitulé face aux gouvernements, et les gesticulations des « frondeurs » ne se sont en aucun cas situées sur le terrain d'une rupture réelle. Ils ont, tous, tout avalé, y compris le recours à l'article 49.3 par Valls.

De leur côté, les dirigeants des confédérations CGT et FO, de la FSU n'ont à aucun moment rompu la concertation et leur collaboration avec le gouvernement et le Medef sur la préparation, l'élaboration et l'application des contre-réformes réactionnaires. Ils ont combattu contre la réalisation du front unique des organisations ouvrières pour affronter et défaire le gouvernement. Ils ont combattu avec constance pour qu'aucune perspective politique ne soit ouverte. Lors du mouvement contre la loi El Khomri, ils ont décuplé les manœuvres (grèves reconductibles site par site, multiplication des journées d'action et de manifestations, etc.), avec la caution de l'« extrême gauche » (LO, NPA, POI, POID), pour que le combat ne soit pas orienté vers une manifestation centrale à l'Assemblée nationale pour imposer à la majorité PS/PCF le retrait du projet.

Très rapidement après l'élection présidentielle de 2012, au fur et à mesure des élections départementales, régionales et législatives partielles, la défaite était

largement prévisible. Les responsables de cette défaite, ce sont le PS et le PCF, les dirigeants de la CGT et de FO, de la FSU, de l'UNEF.

Ils sont aussi totalement responsables de la progression électorale du Front national. En 2002, le FN avait obtenu 5,5 millions de voix au second tour ; en 2012, 6,4 millions au premier tour ; en 2017, il obtient 7,7 millions au premier tour et 10,6 millions au second (mais sa progression entre le premier et le second tours doit tenir compte que, selon les sondages, 9% des électeurs Mélenchon aurait voté FN, 19 % des électeurs Fillon et 36% de ceux de Dupont-Aignan).

A l'origine de la percée électorale de Le Pen et du FN, il y a l'impasse économique et sociale de couches petites bourgeoises diverses (artisans, petits commerçants, petits et moyens propriétaires terriens), mais aussi petits fonctionnaires, petits et moyens cadres et techniciens auxquels se joint une masse de travailleurs lumpénisés qui subissent les multiples implications de la crise du régime capitaliste. Il est évident que la tendance se confirme. Il y a aujourd'hui plus de 6 millions de chômeurs selon les statistiques officielles, sans compter le halo du chômage (ceux non-inscrits à Pôle emploi, soit plus de un million). En l'absence de toute perspective politique ouverte au compte du prolétariat, de nombreux exclus lumpénisés ou presque, de travailleurs craignant de l'être, totalement déboussolés, se sont tournés électoralement vers le FN.

---

### **Vers la liquidation du Parti socialiste ?**

---

Le résultat du premier tour de l'élection présidentielle accélère le processus vers la liquidation du Parti socialiste. Cette dernière semble inéluctable, même si l'acte de décès ne peut pas encore être prononcé. Mais de toute évidence, il faut envisager sérieusement cette éventualité. Valls a postulé pour être candidat sous la bannière de La République en marche afin de rejoindre une majorité à l'Assemblée nationale à la botte de Macron. Il appelle ses partisans à en faire de même. C'est de fait l'appel à une scission du PS. L'un des proches de Macron a déclaré « *Valls a organisé l'assassinat de Hollande, il a trahi Hamon, demain il trahira Macron. Il ne sait pas s'arrêter, c'est dans sa nature. Il est comme le scorpion de la fable, mais nous, on ne sera pas la grenouille* ». Tout est dit pour qualifier le parcours de Valls en passe de devenir un SDF de la politique. Condescendant par « respect », Macron a décidé de ne pas présenter de candidat face à Valls.

Mais il faut noter que face à Valls, aucune résistance réelle en défense du PS ne s'exprime, même si après des mois de tergiversations permettant à Valls de manœuvrer à sa guise, une procédure en vue de son exclusion est lancée... alors qu'il a affirmé que le PS était mort et qu'il le quittait. Même plus, tous ceux qui

s'expriment se situent sur le terrain de la liquidation du PS. Hamon, rejoint par Jadot (EELV), appelle à la constitution d'un mouvement afin de « *reconstruire une gauche inventive qui dépassera les étiquettes politiques* », tout en restant formellement au PS. Hamon avait été désigné candidat du PS, lors de l'opération au caractère liquidateur des primaires, par une fraction de l'électorat PS aspirant à en finir avec Valls. Mais il a mené une campagne en revendiquant à plusieurs reprises l'héritage de Hollande et Cazeneuve. Anne Hidalgo, qui a décidé de recevoir à la mairie de Paris Macron en grandes pompes, le jour de son investiture, Christiane Taubira et Martine Aubry lancent un mouvement politique, Dès demain. Ce mouvement est « *ouvert à tous les humanistes qui croient encore en l'action, à tous les démocrates prêts à s'engager pour la justice sociale, à tous les républicains qui aiment et revendiquent leur devise. Il s'adresse à tous ceux qui osent croire et dire qu'un autre avenir est possible* ». Le dernier carré de Hollande, autour de Le Foll, a fait adopter par le PS, lors de son bureau national du 9 mai, une plateforme « *Macron compatible* », c'est-à-dire laissant la porte ouverte à toute combinaison pour la constitution d'une majorité parlementaire en soutien à

Macron et à son gouvernement en fonction du résultat des prochaines élections législatives.

Le PS est pris en étau. D'un côté Macron cherche à intégrer un nombre significatif de candidats issus du PS. Déjà 24 députés PS sortants ont été investis par La République en marche. De l'autre côté Mélenchon poursuit son entreprise de destruction. Il a décidé de se présenter dans une circonscription de Marseille contre le sortant PS, Mennucci, circonscription considérée comme l'une des rares que le PS pourrait conserver. A cette occasion, il a déclaré : « *Je ne veux pas affaiblir le PS, je veux le remplacer* ». Corbières, le premier lieutenant de Mélenchon, invite Hamon à quitter le PS et serait prêt à le rencontrer si tel était le cas.

Cambadélis a ouvert comme perspective, dans un communiqué du 7 mai : « *De fait personne ne peut souhaiter l'échec de ce quinquennat qui s'ouvre. Il faut maintenant penser à la France, ne pas préjuger et encore moins se réfugier derrière des raisons partisans* ». Selon les révélations de journalistes, Hollande, Valls et Cambadélis avaient un projet commun : en finir avec le PS d'Epinay, faire en sorte que le PS se fasse « hara-kiri ». Ils sont en passe de le réaliser. Aussi dégénéré et traître soit ce parti, la liquidation du PS - en l'absence de parti ouvrier

révolutionnaire - provoquerait un profond recul politique du prolétariat.

Il faut ajouter que l'objectif de Mélenchon d'en finir le PS s'applique aussi au PCF. La France insoumise a décidé de présenter des candidats dans toutes les circonscriptions, y compris celles où le PCF a des députés sortants, la seule exception valant pour Buffet qui avait rallié Mélenchon en acceptant de le parrainer. Les négociations entre la France insoumise et le PCF en vue d'un accord pour les élections législatives sont rompues. Le PCF refuse notamment de signer, contrairement à ce que réclame la formation mélenchoniste, une « charte » dans laquelle il s'engagerait à présenter ses candidats sous le logo La France insoumise, à une discipline de vote, et à dépendre de l'association de financement de La France insoumise.

En fin de semaine dernière, le mouvement de Mélenchon avait menacé d'engager des poursuites judiciaires contre quelques candidats aux législatives du PCF qui avaient utilisé l'image de Mélenchon sur leurs tracts. Le PCF était accusé de « *s'approprier l'image de La France insoumise et de son candidat dans le but de gonfler artificiellement le score du PCF* ».

---

### **Crise des partis bourgeois**

---

Pour la bourgeoisie, l'élimination de Fillon dès le premier est un séisme du point de vue de sa représentation politique. Pour la première fois depuis la naissance de la V<sup>e</sup> République, le parti héritier du gaullisme, en filiation avec l'UNR, le RPR, l'UMP et Les Républicains, n'a pas pu être en mesure d'être présent au second tour de l'élection présidentielle.

Une élimination historique, si l'on considère la continuité des UNR, RPR, UMP, LR comme colonne vertébrale des institutions de la V<sup>e</sup> République, même quand ces partis étaient minoritaires à l'Assemblée nationale. Une des raisons du développement de la crise, c'est l'incapacité à contenir la progression électorale du Front national.

Selon certains sondages, 19 % des électeurs de Fillon au premier tour aurait reporté leur voix sur Le Pen au second tour, en particulier ceux influencés par le mouvement Sens commun, mouvement réactionnaire en partie vertébré à l'initiative de la hiérarchie catholique.

Après le second tour, il y a fracture, en particulier au sein de LR, entre ceux prêts à rallier Macron, y compris en participant à son gouvernement, et ceux qui s'y opposent. Le ralliement de Dupont-Aignan - dont la filiation est celle du parti gaulliste en référence à Seguin -, à Le Pen est une expression de cette crise. Juppé et ses partisans se prépareraient à rompre avec Les Républicains et envisageraient de constituer un nouveau parti. La crise traverse aussi l'UDI. Borloo, l'un de ses fondateurs, a rallié Macron et se dit prêt à intégrer son gouvernement.

Mais il faut le constater. Cette crise est sans conséquence majeure à ce stade parce que la classe ouvrière est hors d'état de l'utiliser à son profit. Elle est dans cette situation du fait de la ligne du front républicain développée par les appareils syndicaux, le PCF et le PS. Ce sont eux qui jouent un rôle essentiel pour colmater les brèches qui pourraient être ouvertes du fait de la crise des partis bourgeois.

---

### **Une nouvelle fois le front républicain...**

---

Dès le soir du premier tour, au prétexte de « *faire barrage au Front national* » - la vraie raison étant de poser les jalons de la future collaboration avec Macron -, sans ambiguïté, Laurent (PCF), Cambadélis et Hamon (PS), Hollande ont appelé à voter Macron au second tour.

Du côté des confédérations et fédérations syndicales, c'était aussi la ligne du front républicain. Les dirigeants de la FSU se sont opposés lors du dernier BDFN (instance nationale) de cette fédération de 24/04/2017 à cette motion :

« *Le Bureau national de la FSU au lendemain du premier tour constate que ne restent en lice que deux*

*candidats clairement ennemis des intérêts des travailleurs, de leurs droits, de leurs organisations : la candidate raciste Le Pen et le banquier Macron. En conséquence de quoi, le Bureau national de la FSU fait connaître aux travailleurs sa position : pas une voix pour Le Pen ; pas une voix pour Macron. Il s'adresse immédiatement aux dirigeants nationaux de la CGT, de Force ouvrière, de l'UNEF pour qu'ils adoptent la même position ».*

Par la voix de Mailly, FO ne donnait aucune consigne de vote mais « *tout en soulignant que la présence de Mme Le Pen au second tour est "un problème démocratique" ».*

La CGT, dans une résolution de la Commission exécutive confédérale du 25 avril 2017 : « *Pour la deuxième fois dans le pays, sous la V<sup>e</sup> République, une candidature d'extrême droite, représentée par le Front national, sera présente au second tour des élections présidentielles. C'est un danger pour la démocratie, la cohésion sociale et le monde du travail (...). Elle n'aura de cesse de faire barrage à l'extrême droite ! Pas une voix ne doit se porter sur sa candidate ! ».* Pas un mot sur la nature de classe de Macron, pas un mot sur son programme de Macron.

Les dirigeants de l'UNEF appelaient « *les jeunes à faire barrage à l'extrême droite : votons et engageons-nous !* » : c'était un appel à voter Macron.

En défense du front républicain, Martinez est monté en première ligne pour porter un coup d'arrêt à une certaine résistance qu'ont exprimée un grand nombre de syndiqués en particulier au sein de la CGT. Selon l'AFP en date du 26 avril : « *Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, s'est dit lundi "en profond désaccord" avec certaines sections de la CGT qui appellent à battre les deux candidats à la présidentielle. Emmanuel Macron ou Marine le Pen, "ce n'est pas la même chose", a dit le leader syndical sur Europe 1. Alors que leurs centrales respectives ont appelé à "battre le FN", des organisations CGT, FSU et SUD appellent "à battre les deux candidats". Réunies au sein d'un collectif fraîchement créé ("Front social"), elles défilent place de la République à partir de 14h 30, aux côtés des centrales nationales CGT, FO, Solidaires et FSU, mais avec un slogan distinct : "Peste ou choléra, on n'en veut pas". Le syndicat Info'Com CGT vient de réaliser une affiche avec le même slogan. "Je suis en profond désaccord avec ce slogan", a réagi M. Martinez, qui a également dit sur LCI "condamner fermement" l'affiche d'Info'Com. Il a rappelé que le mot d'ordre de la CGT était "pas une voix pour Marine Le*

*Pen", mais refusé de dire pour qui il voterait le 7 mai. Pour lui, Marine Le Pen au second tour, "c'est une catastrophe".*

Très clairement le PS et le PCF, les dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU et de l'UNEF, au nom du front républicain, ont répété l'appel, direct ou indirect, à voter Chirac contre Le Pen de 2002, aujourd'hui Macron contre Le Pen. Appel qui avait conduit, en 2002, au plébiscite de Chirac avec plus de 80 % des exprimés et ouvert la voie à une offensive, dont la contre-réforme des retraites de 2003 a été la première illustration.

Dans le front républicain, même s'il s'en défend, il faut ajouter Mélenchon. Au soir du premier tour, Mélenchon s'est retranché, démagogue, derrière une hypothétique prise de position par Internet des soutiens de la France insoumise. Très clairement, le « tribun du peuple » refusait de prendre position contre un vote Macron au second tour, arguant qu'il n'avait pas de mandat. La consultation par Internet a donné comme résultat deux tiers en faveur de l'abstention ou du vote blanc (il faut signaler que l'un des choix était le vote Macron).

Du coup, le communiqué de La France insoumise a rappelé que la consultation ne visait pas à « *déterminer une consigne de vote mais [à] organiser la prise de parole des Insoumis au sujet de leur choix de second tour* ». Ce qui confirme que la nature du mouvement permet toutes les combines et les manipulations au service du « tribun ». Mais il ne fait aucun doute que le choix de Mélenchon, dans le « secret de l'isoloir », était le vote Macron. Il l'a avoué contre ceux qui lui reprochaient de ne pas vouloir prendre position : « *Ils se sont empressés de nous attribuer un "ni-ni" qui n'a jamais été notre position. Et de même pour les résultats de la consultation des 450 000 engagés du mouvement. Nous avons clairement annoncé qu'il ne s'agirait pas d'une « consigne » mais de l'expression du point de vue de ceux qui le donneraient* ». Au soir du second tour, Corbières, l'un de ses porte-parole, s'est vanté d'avoir voté Macron. Notons que Mélenchon n'a pas eu besoin de « mandat » pour demander un « geste » à Macron en faveur de ses électeurs sur la loi travail. Ni pour déclarer qu'il se verrait « *Premier ministre de Macron à la tête d'une majorité "insoumise" après les législatives* » ...sous l'autorité de Macron, en total respect des institutions de la V<sup>e</sup> République.

La ligne du front républicain a un objectif : soumettre le prolétariat à la classe dominante, aux exploités et oppresseurs.

---

## ... continuité avec l'union nationale en défense de l'Etat bourgeois

---

C'est en permanence que la ligne du front républicain a été mise en œuvre lors des élections départementales, législatives partielles et régionales. Lors de ces dernières, elle a conduit à la quasi-liquidation du PS dans ses principales implantations historiques issues de la SFIO, dans le Nord et les Bouches-du-Rhône.

Mais au-delà du front républicain, c'est aussi l'union nationale en défense de l'Etat bourgeois. Depuis les attentats de 2015, le PS, le PCF et les dirigeants des confédérations et fédérations (CGT, FO, FSU, UNEF) se sont opposés à tout combat sur la ligne du front unique ouvrier pour la défense des libertés démocratiques, contre l'instauration de l'état d'urgence, contre les lois policières, pour que justice soit faite aux victimes de la répression. Une nouvelle fois, elles ont par leur silence cautionné le déploiement extraordinaire des forces de police lors des manifestations du 1<sup>er</sup>-Mai. Elles se sont tues sur la répression sans limite qui s'est abattue sur les lycéens qui tentaient de manifester sur le mot d'ordre « *Ni Macron, ni Le Pen. Ni patrie, ni patron* ».

L'expression la plus concentrée de la trahison des appareils est à mettre « à l'actif » de Martinez dans ce bref communiqué, le lendemain des manifestations du 1<sup>er</sup>-Mai : « *Le combat pour le progrès social est incompatible avec la violence à l'encontre des forces de l'ordre* ». Autrement dit, l'Etat étant un « *pouvoir spécial de répression* » (F. Engels) « *exercé contre le prolétariat* », il faudrait s'interdire et condamner toute action de classe.

Cette phrase est digne de devenir la devise d'années de soutien de ces « *lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise* » à la politique de répression, de violence et

d'intimidation contre les militants, les travailleurs et la jeunesse, en particulier d'origine maghrébine et noire.

Jusqu'en bout de mandat, Hollande s'érige en défenseur de l'Etat bourgeois, reprenant à son compte l'un des objectifs fondamentaux de la V<sup>e</sup> République : en finir avec les libertés démocratiques, museler le prolétariat, détruire ses organisations. Une cérémonie s'est déroulée mardi 25 avril 2017 en hommage à Xavier Jugelé, le policier tué lors de l'attentat des Champs-Élysées cinq jours plus tôt. François Hollande ainsi que de nombreux politiques, comme Macron et Le Pen, étaient présents pour saluer « *le courage* » de cet agent de police. La presse rapporte : « *C'était un hommage, mais pas que. F. Hollande a appelé ce 25/4 les deux candidats qualifiés pour le second tour de l'élection présidentielle, E. Macron et M. Le Pen, à "accorder les ressources budgétaires nécessaires" aux forces de l'ordre, lors de la cérémonie à l'honneur de X. Jugelé, le policier tué jeudi 20 sur les Champs-Élysées. A ceux "qui auront à décider pour demain, je leur demande d'accorder les ressources budgétaires nécessaires pour recruter les personnels indispensables à la protection de nos concitoyens (...), de fournir les moyens qui leur permettront d'agir encore plus efficacement. C'est ce que j'ai fait depuis 5 ans avec les gouvernements que j'ai constitués, avec l'embauche de 9000 postes et un plan de modernisation pour la police et la gendarmerie. Ce qui est attendu, c'est de la constance, de la persévérance, de la cohérence dans l'effort, plutôt que des surenchères et des ruptures" (...) Parmi les participants à la cérémonie, outre les deux candidats et des membres du gouvernement, (...) notamment l'ex-chef de l'Etat N. Sarkozy...* ».

---

## Pour le capital, pas de répit dans l'offensive contre le prolétariat

---

Après l'élection de Macron, le Medef a précisé sa position. Selon les *Echos* du 10 mai, « *Pierre Gattaz a résumé la position qui sera celle du Medef vis-à-vis du nouveau pouvoir exécutif. Si Emmanuel Macron n'était pas le candidat favori du président du Medef parmi tous les prétendants du premier tour, son élection reste une bonne nouvelle pour les milieux économiques. Une grande partie des réformes défendues par le nouveau président sont en phase avec les demandes des chefs d'entreprise. C'est le cas de la réforme du droit du travail, qu'Emmanuel Macron veut mener en priorité. Le fait de la faire passer par ordonnances, comme le souhaite le président élu, n'est pas non plus pour déplaire au patronat, qui sait combien les discussions sont difficiles au Parlement sur ce genre de sujet. "L'ordonnance est un bon choix. C'est prévu par la Constitution, donc c'est démocratique, et c'est un moyen d'aller vite. Mais ce n'est pas parce qu'on procède par ordonnances qu'il ne faut pas faire de pédagogie" ».*

Gattaz est pragmatique : que déjà Macron mette en œuvre son programme, dont il faut rappeler les grandes lignes. Le programme de Macron est un programme bourgeois d'offensive contre le prolétariat et la jeunesse. Il s'inscrit totalement en défense des institutions de la V<sup>e</sup> République. Dès son accession au pouvoir, il entend réformer le code travail par ordonnances afin de généraliser la négociation en tout point au niveau des entreprises et aller bien au-delà de ce que permet aujourd'hui la loi El Khomri. Il est le champion d'une société où les patrons sont libérés de toutes contraintes, partisan de « l'uberisation », comme l'a montré la loi qui porte son nom. Il veut en finir avec la retraite par répartition, en lui substituant un système de capitalisation par points. Il projette de supprimer 120 000 postes de fonctionnaires (tout en augmentant les effectifs des fonctionnaires de police), de faire, dès sa première année de quinquennat, 15 milliards d'économie sur l'Assurance maladie, 25 milliards sur le

budget de l'Etat, 10 milliards sur l'assurance chômage avec à la clef l'organisation de la chasse aux chômeurs et la destruction de fait de l'assurance chômage, 10 milliards sur le budget des collectivités locales... En ce qui concerne la Sécurité sociale, Il propose de substituer aux cotisations ouvrières l'impôt via l'augmentation de la CSG. Il est pour la généralisation de la sélection à

l'entrée de l'université, pour le recrutement des enseignants par les chefs d'établissement et, bien entendu, pour un renforcement de l'état policier et l'augmentation des budgets militaires.

C'est en totalité en phase avec les besoins immédiats du capitalisme français pour tenter d'enrayer son déclin.

---

### Les appareils prêts à collaborer

---

En appelant à voter de fait Macron, les appareils ont porté secours à la bourgeoisie. Ils tentent de colmater de fait la crise de ses partis. Ils combattent pour que Macron dispose d'une « majorité » la plus stable possible car la logique du front républicain sera d'être mise en œuvre lors des élections législatives. Déjà Cambadélis, au nom du PS, s'est adressé à Macron et Mélenchon pour trouver des accords afin de faire barrage au Front national dans les circonscriptions où ce dernier a obtenu plus de 60 % des exprimés.

Macron et son futur Premier ministre ne sont pas assurés de disposer d'une indispensable majorité totalement à leur botte à l'Assemblée nationale pour mettre en œuvre leur programme. La future majorité que Macron entend constituer autour de La République en marche (LRM), se sera qu'un assemblage hétéroclite qui sera probablement difficile à maîtriser. Déjà, des risques de fissures sont apparus du fait de la montée au créneau de Bayrou sur la place réservée au Modem pour les élections législatives.

C'est pourquoi Macron et son gouvernement auront un besoin impérieux que les dirigeants des confédérations CGT et FO, de la FSU s'engagent toujours dans le « dialogue social ».

De ce point de vue, Macron a déclaré avant le second tour : « *Le modèle auquel je crois, d'un dialogue social extrêmement vivace, est un modèle qui va jusqu'à la cogestion, et c'est ce que je souhaite dans les prochaines années (...) développer* ». D'ailleurs, Hollande vient de lui prodiguer un conseil, à l'issue du dernier conseil des ministres de son gouvernement :

« *Le jour où on a oublié le dialogue social, on l'a chèrement payé* ».

Les appareils s'apprentent à poursuivre et amplifier la collaboration avec le futur gouvernement.

FO (interview de Mailly) : « Question : Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Force ouvrière, demande au nouveau président Emmanuel Macron d'ouvrir le dialogue. Qu'allez-vous lui demander ? Réponse : *Que l'on débâte, que l'on discute à tous les niveaux, après chacun prend ses responsabilités*. Question : Certaines sections syndicales appellent aujourd'hui à manifester. Pourquoi pas FO ? Réponse : *Une chose à la fois. Le président de la République vient d'être élu, on va avoir les premiers contacts. On verra dans les semaines et les mois (sic !) à venir s'il y a une véritable concertation. Si ce n'est pas le cas, il y aura des tensions et des mobilisations* ».

La CGT (déclaration de la Commission exécutive confédérale du mercredi 10 mai 2017) : « *La CGT appelle solennellement Emmanuel Macron à renoncer à imposer de nouveaux reculs sociaux par ordonnance ou 49.3. Alors que des aspirations à une alternative sociale sont fortes, que des exigences à vivre mieux et dignement s'expriment, la responsabilité du nouveau Président et du futur gouvernement est engagée à plusieurs titres* ». En clair, tout peut se discuter et se négocier, mais il faut que soit amplifié le dialogue social.

Macron a déjà annoncé que lui et son futur Premier ministre recevraient les dirigeants des organisations syndicales dans les prochains jours. Tous se sont déclarés partants.

---

### Comment combattre dans l'immédiat ?

---

Entre les deux tours de l'élection, *Combattre pour le Socialisme* a pris la position suivante :

« Après les résultats du 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle, une exigence pour les travailleurs et la jeunesse :

**FRONT UNIQUE DES SYNDICATS OUVRIERS  
CGT, FO, DE LA FSU, DE L'UNEF ET DES PARTIS  
PCF, PS !**

**NON AU FRONT REPUBLICAIN : CE SONT LES  
POLITIQUES EN DEFENSE DU CAPITALISME EN  
CRISE QUI FONT MONTER LE FN !**

Pas une voix pour Le Pen, pas une voix pour Macron! »

C'est sur la même orientation qu'il faut combattre et qu'il faut s'organiser. L'élection de Macron et la constitution de son futur gouvernement annoncent une intensification de l'offensive contre le prolétariat et la jeunesse. Il faut se préparer à y faire face. La tâche est de s'organiser à tous les niveaux, afin de prendre toutes les initiatives possibles pour imposer aux dirigeants des confédérations FO et CGT, de la FSU et de l'UNEF :

- Refusez toute concertation et collaboration avec Macron et son gouvernement qu'il procède ou pas par ordonnances.
- Refusez de répondre à l'invitation Macron de poursuivre le « dialogue social ».
- Pour le front unique des organisations ouvrières, confédérations et fédérations, pour se préparer à affronter Macron et son gouvernement.

---

### **Notre perspective politique**

---

Le Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire n'avait absolument pas les moyens militants de présenter un candidat à cette élection présidentielle.

S'il existait dans ce pays une organisation révolutionnaire ayant de tels moyens, sa responsabilité aurait été de présenter un candidat qui aurait défendu, entre autres, les positions suivantes :

- Pour le retrait de toutes les contre-réformes réactionnaires, notamment celles du dernier quinquennat : abrogation des lois El Khomri, Touraine, des contre-réformes de l'Enseignement (rythmes scolaires, décret Hamon contre le statut des enseignants, loi Vallaud-Belkacem de sélection à l'université). Annulation du CICE, du pacte de responsabilité, de la loi ANI. Annulation des mesures contre le statut de la Fonction publique (PPCR) ;
- Pour la défense de la Sécurité sociale. Gratuité des soins, financement de la Sécurité sociale par l'augmentation du salaire différé payé par les patrons dont le paiement des impayés serait immédiatement exigé ;
- Abrogation de toutes les contre-réformes des retraites depuis la réforme Balladur de 1993 ;
- Rattrapage du pouvoir d'achat des travailleurs perdu depuis la désindexation des salaires, augmentation générale des salaires, échelle mobile des salaires ;
- Il y a plus de 6 millions de chômeurs en France. Partage du travail entre toutes les mains disponibles sans diminution de salaire, c'est-à-dire échelle mobile des heures de travail ;
- Abrogation de toutes les lois répressives, état d'urgence... Annulation de toutes les condamnations répressives prises contre les militants ouvriers, les travailleurs et les jeunes ;

- Retrait de toutes forces armées à l'étranger, y compris les DOM-TOM.

Mais personne ne peut faire croire, sauf les charlatans et les filous, que ces revendications, que la moindre de ces revendications, peuvent être satisfaites dans le cadre du maintien du mode de production capitaliste. Un candidat révolutionnaire défendrait clairement un programme d'expropriation du capital : nationalisation sans indemnité ni rachat des grands moyens de production et d'échange, des banques sous contrôle ouvrier.

Seul un gouvernement ouvrier pourrait mener à bien un tel programme. Mais nul ne peut prétendre qu'un tel programme pourrait être mis en œuvre dans le cadre de la V<sup>e</sup> République sans toucher à l'appareil d'État, à ses corps de répression, à la police, l'armée, la justice aux ordres de la classe dominante. En s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des masses, un tel gouvernement en finirait avec les institutions de la V<sup>e</sup> République ; il s'engagerait dans le démantèlement des corps de répression.

Cela implique évidemment de rompre avec tous les traités, accords qui relient l'actuel gouvernement aux autres puissances impérialistes : sortie immédiate de l'OTAN, de l'UE ! A bas l'Euro ! Annulation de tous les traités et accords dit « de défense », en particulier avec les pays africains. Mais aucun pays ne peut durablement s'engager sur la voie du socialisme de manière isolée. C'est pourquoi à l'UE, le programme révolutionnaire opposerait le combat pour les États-Unis socialistes d'Europe dans la perspective de la République universelle des Conseils ouvriers.

Voilà ce qu'aurait défendu un candidat véritablement révolutionnaire à ces élections.

Ce combat, c'est celui pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, pour une internationale révolutionnaire.

Le 14 mai 2017.



**BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 15,50 EUROS)**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL : ..... LOCALITÉ : .....

Chèque à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à : A.E.P.S. – 1 bis, rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL